

Abrogation !

Le 1^{er} mai, contrairement à ce que Emmanuel Macron a encore essayé de faire croire cette année, n'est pas la Fête du Travail. C'est la journée internationale des Travailleurs. Et les revendications qui sont portées ce jour-là ne sont pas des chamailleries, mais des combats qui se transformeront en conquêtes sociales.

En ce 1^{er} mai, les partis de gauche(*) se sont retrouvés pour exiger l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage.

« Le 11 mai prochain et dans les semaines qui suivront, un certain nombre de nos concitoyens demeureront confinés. Non pas parce qu'ils auraient contracté le virus, mais victimes de la faillite de leur entreprise ou d'un licenciement, ils n'auront pas d'emploi à retourner exercer ! Pire, du fait de la réforme de l'assurance chômage que le gouvernement a engagée, nombre d'entre eux seront privés d'une ouverture de droits ou verront leur indemnisation diminuer.

L'objectif de la réforme est à la fois de réaliser des économies budgétaires au détriment de l'indemnisation des chômeurs, mais également de faire baisser artificiellement les statistiques du chômage en durcissant les conditions de l'ouverture de droits ou en raccourcissant la durée de leur bénéfice.

D'après les projections de l'Unédic, elle devrait permettre de réaliser près de 6 milliards d'euros d'économies sur la période 2019-2022. Un chiffre très largement supérieur aux 3 milliards annoncés par le gouvernement, lors de la présentation de la réforme et qui laisse augurer de coupes sévères dans l'indemnisation des demandeurs d'emploi. Très concrètement, auparavant, il fallait avoir travaillé 4 mois au cours des 28 derniers mois et, aujourd'hui,



N'abandonnons pas les victimes

avoir travaillé 6 mois au cours des 24 derniers mois.

Donc cette réforme va, à la fois, réduire le nombre de demandeurs d'emploi pouvant être indemnisés (environ 700 000 selon les projections) et réduire le montant de l'indemnisation pour près de la moitié des demandeurs d'emploi.

Cela concernera d'abord les travailleurs les plus fragiles, ceux qui avant la crise occupaient un emploi précaire (contrats courts, temps partiels, travailleurs saisonniers, etc.). Cela impactera également les travailleurs des secteurs les plus sévèrement touchés par la crise sanitaire (hôtellerie, restauration, culture, tourisme, événementiel...).

Face à la crise, le gouvernement a pris la décision de reporter au mois de septembre prochain le deuxième volet de la réforme de l'indemnisation du chômage, qui devait entrer en vigueur en avril. Mais c'est l'ensemble de la réforme qui pose problème et qu'il faut définitivement abroger.»

Pour obtenir l'abrogation de ce texte, les organisations signataires appellent à signer la pétition en ligne accessible sur https://www.parti-socialiste.fr/campagne_abrogation_reforme_chomage

(*) Parti Socialiste, Parti communiste, EELV, Génération.s



À l'ouest

Qui a bien pu avoir l'idée d'interdire aux Bretonnes et aux Bretons de se rendre au bord de la mer ?

Personne ne demande que les gestes barrières ne s'appliquent pas sur le littoral. Même sur l'estran, les distances de sécurité doivent être respectées. Personne ne le conteste. Alors pourquoi ?

Il aurait pourtant suffi que les député.es LREM de Bretagne fassent juste leur travail et expliquent au premier ministre que cette mesure était inapplicable pour éviter cette polémique inutile.

Mais non. Aucun élu marcheur n'a été capable d'empêcher ce qui s'apparente au mieux à une grossière erreur, au pire à une provocation. Car déployer des drones sur la côte pour la chasse à quelques surfeurs est totalement disproportionné, au moment où chacun peut voir des images de quais de métro bondés.

Pour préserver le peu d'autorité qu'il lui reste, ce gouvernement ferait mieux de miser sur la concertation avec les élus locaux et l'esprit de responsabilité des Bretons, plutôt que de s'obstiner à défendre une position de principe inapplicable.

Demain se prépare aujourd'hui

Il n'y a aucune raison pour que, spontanément, le monde de l'après Covid-19 soit plus juste, plus harmonieux et moins dangereux que celui d'avant la pandémie. L'avenir sera ce que nous en ferons et c'est dès maintenant que nous devons le préparer. Voilà en substance ce qui est ressorti du Conseil fédéral qui s'est tenu en visio-conférence le 2 mai. Une cinquantaine de personnes a suivi les interventions d'Isabelle This Saint-Jean, secrétaire nationale en charge des études, et de Floran Vadillo, président du Think Tank L'Hétairie.



Le premier visio-conseil fédéral le 2 mai

Car même en période de confinement, les socialistes continuent à militer dans leurs sections, au sein de la Fédération et nationalement.

« **Demain commence aujourd'hui** », a insisté Isabelle This Saint-Jean. « **C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'inviter des universitaires, des responsables associatifs ou syndicaux à intervenir, en visio-conférence, pour nous faire part de leur expertise. Ces auditions sont pour l'instant à destination des secrétaires nationaux et des premiers secrétaires fédéraux. Mais nous allons, dès que possible, élargir leur audience de manière à ce que le maximum d'adhérents puisse avoir accès à ces informations et apporter leur contribution à notre projet.** »

« Il devient urgent de se pencher sur la crise démocratique. »

Les socialistes ne découvrent pas les défis qu'ils doivent relever mais la crise que nous traversons leur a donné une nouvelle dimension. « **Nous avons bien indentifié les enjeux, mais, pour différentes raisons, nous n'avons pas été en capacité de le dire assez fortement et assez clairement.** »

Les socialistes doivent mener leurs réflexions autour de quatre dimensions au moins : sociale, bien sûr, mais aussi économique, écologique et démocratique.

Les conséquences sociales du confinement seront dramatiques sans une forte intervention de la puissance publique. C'est l'obsession des parlementaires socialistes qui ne cessent de déposer des amendements pour protéger au maximum les salariés les plus précaires.

Isabelle This Saint-Jean est intervenue au lendemain du lancement de la campagne unitaire pour l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage (voir page 1), qui aurait des conséquences dramatiques pour des dizaines de milliers de salariés.

Il est indispensable de repenser nos circuits économiques et, enfin, d'envisager des relocalisations d'usines en Europe. Il ne sert à rien, tant d'un point de vue économique qu'écologique, de faire traverser des milliers de kilomètres à des composants pour les assembler, par exemple, en Chine et les vendre en Europe ou aux États-Unis.

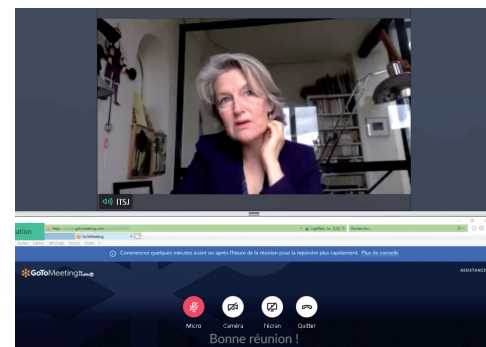
Enfin, il devient urgent de se pencher sur la question démocratique, tant les crises sont profondes. Crise de ce gouvernement et de cette majorité qui ont démontré leur incurie, quelques mois après avoir tenté d'expliquer qu'ils avaient inventé un nouveau monde. Mais aussi, crise de l'État qui a du mal à se coordonner avec les élus locaux qui ont pourtant démontré leur importance. « **Ils et elles jouent même un rôle déterminant** », a rappelé Armelle Huruguen qui a souligné que rien n'est fait pour leur faciliter la tâche. « **Il faut tout de même se rendre compte qu'aujourd'hui le fond de compensation de la TVA est la principale ressource des Départements. C'est dire si leurs budgets vont être profondément affectés par la baisse de la consommation due au confinement...** »

Et se pencher sur la question démocratique conduit tout naturellement à s'interroger sur le dépassement de la Ve République, totalement à bout de souffle. Comment passer d'un système où un seul homme décide de tout, à un autre où le pouvoir est exercé conjointement ?

Pour Floran Vadillo, le travail théorique qu'a engagé le PS est indispensable. Mais compte tenu du niveau de défiance des citoyens, vis-à-vis de toutes les organisations politiques, il doit être complété par une série d'actions concrètes, menées par les élu.es locaux, dans les communes, les départements et les régions. C'est de cette manière que les socialistes peuvent, ici et maintenant, démontrer leur capacité à améliorer la vie quotidienne des Françaises et des Français, dans des domaines comme l'urbanisme, le développement des transports doux, l'amélioration et l'isolation des logements.

« Nous devons montrer que nous pouvons changer la vie, ici et maintenant. »

Les socialistes sont aussi attendus sur des enjeux qui ne sont pas apparus avec le confinement, mais qui ont pris, et vont très probablement prendre dans les semaines et les mois qui viennent, une importance toute particulière. Il s'agit notamment de l'encadrement du télétravail. Le confinement a également exacerbé les fractures numériques et révélé des situations de solitude auxquelles il faut répondre.



Le PS prépare l'après Covid-19

« **Les classes supérieures sauront toujours trouver des solutions aux nouveaux défis. C'est pour les plus précaires qu'il faut toujours inventer de nouvelles solidarités** », a insisté Floran Vadillo.

Les formations populistes cherchent à exacerber les passions pour profiter de la crise. Raison de plus, pour les forces progressistes, de profiter de la période du confinement pour réfléchir aux mesures à mettre en œuvre après la crise.

Le monde de la culture inquiet

À mesure que le temps passe et que leurs questions demeurent sans réponse, les professionnels de la culture sont de plus en plus inquiets. Jean-Luc Fichet et Maryvonne Blondin, sénateurs du Finistère et respectivement membres de la Commission des lois et de la Commission culture du Sénat, ont auditionné, le jeudi 16 avril, les ministres de l'Intérieur et de la Culture. À cette occasion, ils ont souhaité relayer les interrogations des organisateurs de festivals, des professionnels comme du public.

L'enjeu est de taille puisque le secteur de la culture représente près de 3,2% du PIB français - soit sept fois la valeur ajoutée produite par l'industrie automobile - et plus d'1,5 million d'emplois.

Dès le 8 avril, Maryvonne Blondin a déposé une question écrite, alertant le ministre de la Culture sur les conséquences de la crise sanitaire

pour le secteur culturel et singulièrement pour les festivals. Si elle a tenu à saluer la création d'une cellule d'accompagnement dédiée par le ministère, elle a rappelé que cette dernière ne pouvait constituer une réponse suffisante aux inquiétudes des organisateurs et professionnels. Elle a ainsi exhorté le gouvernement à clarifier sa position sur le prolongement du confinement, à fixer un cadre réglementaire clair et à constituer un

fonds de solidarité spécifique à même de garantir la pérennité de ces événements et notamment des plus fragiles d'entre eux.

Jean-Luc Fichet, quant à lui, a interrogé Christophe Castaner sur la jauge à partir de laquelle on pouvait considérer qu'il s'agissait de petits festivals. Il l'a également interpellé sur le coût de la sécurité que l'État impute directement aux budgets des festivals. Il demande que la circulaire Collomb, en la matière, puisse être suspendue ou annulée.

Le 22 avril, leur collègue Sylvie Robert a été obligée d'interpeller une nouvelle fois le ministre de la Culture sur un ton solennel : « **Monsieur le ministre, le rideau est tombé sur tous les lieux et manifestations culturels et personne ne sait aujourd'hui quand il va se relever.** ». La sénatrice d'Ille-et-Vilaine a posé une question simple : « **À quand un plan d'urgence concerté avec les collectivités territoriales et les acteurs culturels ?** ».



Un été sans festivals

Anticiper la reprise

La Bretagne, terre de festivals, est particulièrement touchée par l'annulation de toutes les manifestations programmées cet été. Le 29 avril, le président du Conseil régional a adressé un courrier au ministre de la Culture pour lui faire part de ses inquiétudes pour le monde des Arts et de la Culture.

Car, si des mesures de soutien ont bien été prises par l'État ou la Région, dans l'urgence, il convient de prendre la mesure de la crise qui, pour plusieurs grands événements, se traduit par une année sans activité.

« Il est aujourd'hui primordial de sécuriser l'avenir de maillons essentiels de notre chaîne de la création artistique : les intermittents, artistes ou techniciens qui sont terriblement impactés par cette crise du Covid-19.

Afin de permettre à ces milliers d'hommes et de femmes au statut fragile de retrouver le jour venu la possibilité de contribuer à la renaissance culturelle du pays, nous vous demandons de prendre



d'urgence toutes les mesures permettant de neutraliser leurs droits pendant l'ensemble de la période impactée par l'épidémie.»

La préparation d'un nécessaire plan de relance est l'occasion de rappeler que notre pays ne peut vivre sans politique culturelle ambitieuse. Pour que demain la culture continue à vivifier nos territoires et à jouer un rôle essentiel dans l'émancipation des jeunes générations, grâce aux foisonnants projets d'éducation artistique et culturelle, il faut des artistes, il faut des auteurs, il faut des techniciens. La crise du Covid-19 les menace. Sans évolution statutaire organisationnelle, cette crise aura raison du plus grand nombre.

Breizh Europe Finistère



À 11h00, le 9 mai prochain, à l'occasion de la Fête de l'Europe, l'association Breizh Europe Finistère organise un débat en Facebook live (sur la page Facebook de @BreizhEuropeFinistère) autour de la solidarité et de la citoyenneté européennes, dans le cadre de la crise du Covid-19.

Les intervenantes seront Nathalie Sarrabezolles, présidente du Département du Finistère et membre du Comité européen des régions, et Maria-Cristina Dinu, citoyenne roumaine qui s'interroge sur l'avenir de l'Union européenne.

Une Europe sociale? Une Europe verte? Une Europe des territoires? Il est temps d'interroger nos élus!

Retrouvez-nous sur

f Facebook
PS.Finistere
et Twitter
@fede_PS29

UE : une réponse a minima

Éric Andrieu

S'il y a bien un moment où la solidarité européenne aurait dû s'exercer, c'était bien à l'occasion de la crise du Covid-19 qui a obligé des millions d'Européens à se confiner et des milliers d'entreprises à cesser leur activité. Et pourtant, c'est une réponse a minima qu'a apporté la Commission. Face à la gravité de cette crise, le député européen Éric Andrieu appelle à accélérer la transition écologique et à ne surtout pas nous satisfaire de réponse à court terme.

Cap Finistère : En évoquant la mémoire d'Henri Weber tu as utilisé l'image de la boussole. Quel message retiens-tu de lui ?

Éric Andrieu : J'ai suivi son parcours et son évolution au sein de la gauche et du PS, passant de la rupture au réformisme. Il était effectivement une sorte de phare dans la tempête.

J'ai aussi eu la chance de le côtoyer pendant deux ans au Parlement européen, entre 2012 et 2014, et j'ai beaucoup apprécié de pouvoir siéger à ses côtés. Ce que je retiens de ses interventions et de nos conversations c'est la notion de « juste échange ». Nous devons poursuivre cette réflexion qui consiste à dire : nous, sociaux-démocrates, ne sommes pas des protectionnistes qui défendent le repli sur soi. Mais nous ne sommes pas non plus des libéraux qui croient à la main invisible du marché. Le juste échange est, plus que jamais, un élément matriciel de la pensée sociale-démocrate.

Cap Finistère : Surtout à un moment où l'Europe signe un traité avec le Mexique...

Éric Andrieu : Exactement ! Cette Commission est tout de même indépassable. Même au plus fort d'une crise, qui touche le monde entier et qui a des répercussions sur l'ensemble de nos économies, elle veut signer un accord avec un pays tiers. Pour évoquer l'aspect agricole que je connais bien, cela se traduirait par l'arrivée de 20 000 tonnes de viande bovine au moment même où cette filière est en pleine crise en Europe. C'est affligeant, mais nous savons bien que le Commissaire Hogan est un véritable libéral...

Cap Finistère : Les propositions des socialistes européens ont-elles été entendues pour le Conseil du 23 avril ?

Éric Andrieu : Pour l'instant, la proposition, émise par l'Espagne, de mutualisation de la dette et de dette perpétuelle, que nous soutenions, n'a pas été entendue par les autres États membres, mais il ne faut pas lâcher.

L'euro-groupe et le conseil ont validé les 540 milliards d'euros à travers le MES (Mécanisme Européen de Stabilité) pour répondre à la crise même si nous savons déjà que ça sera insuffisant et nous devons maintenant obtenir que ces aides ne soient pas conditionnées comme le voudraient certains États.

Le programme SURE (Atténuation des risques de chômage en situation d'urgence), porté par le commissaire à l'emploi, Nicolas Schmit (S&D), doit être salué. Il est conçu pour aider à protéger les emplois et les travailleurs touchés par la pandémie du Coronavirus. Il fournira une assistance financière allant jusqu'à 100 milliards d'euros et qui prendra la forme de prêts octroyés par l'Union européenne aux États membres à des conditions favorables. Nous avons par ailleurs décidés d'un programme d'un montant de 37 milliards d'euros pour permettre de protéger les trésoreries des TPE-PME, de participer au programme SURE et aux achats de matériels médicaux comme les masques.

Cap Finistère : Quelles leçons l'Europe doit-elle tirer pour sa politique agricole ?

Éric Andrieu : La leçon à tirer est qu'il faut accélérer et atteindre encore plus rapidement les objectifs du green deal et non, comme on l'entend un peu partout dans les voix des conservateurs et des libéraux, revenir sur les normes environnementales. Il y a toujours chez les libéraux la tentation d'apporter des réponses à court terme. Mais, compte tenu des raisons profondes de cette crise, liée notamment à la baisse de la biodiversité, il faut, plus que jamais, raisonner à moyen et long terme. Et ça passe notamment par la réhabilitation de l'agriculture et de l'alimentation comme un secteur stratégique qui préserve à la fois la santé animale et la santé humaine. Cela implique des changements de production et de consommations mais aussi de répartition des richesses. Lorsque l'agriculture utilise beaucoup d'engrais ou de pesticides, ça enrichit avant tout les fabricants d'engrais et de pesticides, pas les paysans. En développant un autre modèle agricole, on replace l'agriculteur au centre du projet politique. Mais cela implique aussi que le consommateur cesse de vouloir toutes sortes de fruits et légumes à longueur d'année et respecte un peu plus les saisons...



Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1311 - Jeudi 7 mai 2020
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

